

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française en Centrafrique, à Bangui le 28 février 2014.

Messieurs les ministres,

Monsieur le Chef d'état-major,

Mon Général,

Messieurs les sous-officiers, officiers, soldats,

Je veux d'abord saluer votre action. C'est le sens de ma présence ici. Vous êtes en Centrafrique depuis trois mois, en tout cas l'opération SANGARIS, elle, a été décidée depuis trois mois.

Vous menez cette intervention avec efficacité, avec professionnalisme, avec courage, avec dévouement. Et au péril de votre vie.

J'étais là, le 10 décembre, ici parmi vous. Deux de vos camarades, Nicolas VOKAER et Antoine LE QUINIO, étaient tombés. Je m'étais incliné devant leur dépouille. Et je tiens, une fois encore, à leur manifester ma reconnaissance et celle de la Nation, ainsi qu'au Caporal Damien DOLET, décédé accidentellement le 23 février. Je pense aussi à tous les blessés de l'opération et aux familles concernées.

Votre mission, elle est claire, elle a été fixée par le Conseil de sécurité des Nations unies, c'était le 5 décembre : protéger les civils dans un pays qui est déchiré par des violences, souvent interreligieuses. La mission, c'est de participer à la restauration de l'ordre public et de permettre une transition vers la démocratie.

D'ores et déjà, des milliers de vies, je dis bien des milliers de vies, ont été sauvées grâce à vous. Vous avez répondu à une situation d'extrême urgence, celle que j'avais moi-même relevée le 5 décembre. Il n'y avait plus, en Centrafrique, ni armée, ni police, ni justice, ni école. Les actions, ou plus exactement les exactions se multipliaient. La veille même de notre intervention, les massacres avaient fait 1000 morts, 1000 morts dans la capitale. Voilà ce qu'était la réalité au moment où j'ai décidé, aux côtés des Africains, avec le mandat des Nations unies, de faire cette opération SANGARIS.

Depuis trois mois, des progrès considérables ont été constatés et notamment dans la capitale, où la situation, à Bangui, s'est significativement améliorée.

Il y a certes beaucoup à faire encore, parce que de nombreux Centrafricains sont dispersés sur le territoire, parce que le désarroi est encore grand, parce que des populations ont été obligées de connaître l'exode, parce que des bandits terrorisent encore les populations, notamment musulmanes.

Mais il y a, et c'est le sens même de votre action depuis 3 mois, des avancées qui ont été accomplies. Il y a quelques jours, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-MOON, a appelé une mobilisation encore plus grande pour la Centrafrique. Avec le ministre des Affaires étrangères, avec le ministre de la Défense, j'ai décidé de répondre à cet appel, en portant le volume de nos troupes à 2000. Et je sais que les renforts viennent ici d'arriver, je les salue.

Pourquoi cet effort supplémentaire ? Parce que nous avons besoin de présence, de présence à Bangui, de présence partout sur le territoire centrafricain. Parce que nous devons aussi montrer l'exemple, c'est cela la France.

Elle doit toujours être en avance par rapport à d'autres. Montrer l'exemple, d'abord vis-à-vis des Africains, avec lesquels vous êtes en opération, ils sont 6000, dans le cadre de la MISCA, avec les Européens qui vont vous rejoindre à la fin du mois de mars, ils seront 1000

les Européens qui vont vous rejoindre à la fin du mois de mars, ils seront 1000.

Il était important, comme chef d'Etat, comme chef des armées, que je puisse donc décider ce déploiement.

Il y aura, si l'on fait le total, entre la MISCA, SANGARIS et les Européens, 9000 soldats qui seront présents en Centrafrique à la fin du mois de mars.

Quel est maintenant notre objectif ? C'est de sécuriser non seulement la capitale, mais l'ouest du pays, où sévissent encore des milices, particulièrement dures, et où nous devons tout faire pour les désarmer.

A cet égard, la visite que je viens d'effectuer du dépôt d'armes et de munitions, qui ont été récupérées par vous, cette visite est impressionnante. Une tonne de munitions, chaque jour, est récupérée, c'est-à-dire autant de moyens ôtés à ceux qui veulent les utiliser.

Nous devons continuer à désarmer, et également à assurer sur cette route, qui va de Bangui vers le Cameroun, une sécurité permettant l'approvisionnement de la population.

Bangui, l'ouest, cette liaison, le désarmement, et à l'est et au nord nous devons faire cesser, lorsqu'ils existent, des règlements de compte, rétablir l'autorité du Gouvernement, lui permettre d'engager le dialogue et éviter qu'il y ait la moindre tentation de partition à l'est de la Centrafrique.

Quel est l'objectif aussi ? C'est de lutter contre tous les ennemis de la paix, sans distinction, notamment ceux qui pillent, qui volent, sous prétexte de se défendre.

Nous voulons aussi qu'aucune impunité ne puisse exister, qu'aucun crime ne soit impuni. C'est pourquoi une commission d'enquête internationale des Nations unies sera bientôt en place. La Cour pénale internationale a également annoncé qu'elle ouvrirait une enquête préliminaire sur les exactions qui ont été commises en République Centrafricaine.

Votre mission prend aujourd'hui une nouvelle dimension à mesure qu'elle avance, à mesure qu'elle réussit.

Le 25 février dernier, le parlement de la République française a autorisé, et je remercie les députés, les sénateurs, qui ont partagé ce choix, la prolongation de votre action conformément à l'article 35 de la Constitution. Ce qui signifie que la Nation toute entière vous a renouvelé sa confiance pour remplir la tâche, cette tâche précieuse, immense, qui est de sauver un pays et des vies humaines.

Votre action est à la fois, sécuritaire et humanitaire. Il y a aujourd'hui des milliers de réfugiés dans les pays voisins, on parle de 250 000 Centrafricains. Il y a plus de 800 000 déplacés, 400 000 dans la capitale ont besoin de soins médicaux d'urgence et d'aide alimentaire et, d'ailleurs, je saisis cette occasion pour lancer un appel à l'ensemble de la communauté internationale, pour qu'elle puisse apporter toute l'aide qui est nécessaire sur le plan humanitaire.

Grâce à vous, les agences des Nations unies, les organisations non gouvernementales, que je salue, peuvent agir et apporter à la population ce dont elle a besoin. Des écoles ont pu rouvrir, il faudra poursuivre d'ailleurs cette action. Le lycée français lui aussi peut accueillir des élèves. Tous les services sont en passe, progressivement, de pouvoir être utilisés. La prison, car il faut des prisons, a pu là encore être de nouveau ouverte, si je puis dire, c'est-à-dire fermée pour celles ou ceux qui commettraient des exactions.

Voilà l'engagement qui est le vôtre. Nous devons également avoir avec la présidente Mme SAMBA-PANZA que je rencontrerai tout à l'heure, l'objectif de rétablir l'autorité de l'Etat. Quel Etat me direz-vous, dès lors qu'il avait disparu, pas simplement depuis des mois, peut-être même depuis des années, ce qui explique l'état de violence, de dénuement que vous pouvez rencontrer dans les contacts avec la population.

Nous devons aussi permettre à cet Etat de pouvoir se reconstituer, fournir les services qui sont attendus, avoir les moyens, y compris financiers, de remplir sa mission et de faire venir, revenir, cette population qui s'est enfuie au Cameroun, au Tchad, en République démocratique du Congo, c'est notre objectif.

Je voulais vous adresser un message en revenant ici. Il y a trois mois, c'était pour donner le sens de notre action, et pour dire à un moment particulièrement tragique combien nous étions derrière vous pour mener cette opération.

Trois mois après, je reviens après des progrès significatifs qui ont été accomplis grâce à vous, je reviens avec des autorités de transition qui sont nouvelles et qui ont besoin de notre appui, je reviens à un moment où les Européens vont nous rejoindre, où la MISCA va prendre toute sa place et toute sa mesure, mais je reviens surtout pour vous adresser ce message, il est tout simple : nous sommes fiers de ce que vous faites ici, en Centrafrique, au nom de la communauté internationale.

Vous-mêmes, vous pouvez être fiers de ce que vous réalisez, vos familles qui nous regardent en ce moment peuvent être également fières de ce que vous faites pour les plus démunis, les plus fragiles, les plus pauvres du monde et la France toute entière peut être fière de ce que, à travers vous, elle accomplit au service de la paix, de la communauté internationale et au-delà même de la Centrafrique - son rétablissement, sa sécurité sont un enjeu -, un défi pour l'ensemble de la région.

Voilà pourquoi la France peut être saluée partout dans le monde pour ce qu'elle fait et pour les valeurs qu'elle porte.

Je vous exprime ici ma gratitude en vous disant, vive la République et vive la France